

7 juin 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le groupe pharmaceutique LFB, la création d'emplois, la réforme territoriale et sur la politique industrielle, à Arras le 7 juin 2016.

Monsieur le président du Conseil régional,  
Monsieur le président du Conseil départemental,  
Monsieur le président de la communauté urbaine,  
Monsieur le ministre,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires, élus,  
Madame, qui avez témoigné pour les malades,  
Monsieur, qui avez témoigné pour les donateurs,

Je veux ici vous dire tout le plaisir qui est le mien de nous retrouver ici en Arrageois. Avec vous, Monsieur le Président Directeur Général qui avez porté, il y a un an, une bonne nouvelle et qui aujourd'hui la traduit avec, non pas une maquette, puisque nous ne sommes plus en ce temps de la présentation des projets, mais avec déjà avec le numérique nous donnant une information sur ce que seront les usines de demain, des usines du futur.

Je voulais venir ici parce que c'est un enjeu à la fois territorial, -et vous avez rappelé, ce que va être l'avenir de ce bassin d'emplois, de cette région- c'est aussi un enjeu de santé publique, avec ce grand laboratoire, dont je vais rappeler l'histoire & c'est aussi un enjeu économique pour le pays : être à la fois capable de servir l'emploi ici, sur un territoire qui a souffert, faire en sorte que les malades puissent être soignés le mieux possible en France et dans le monde & c'est enfin pouvoir développer des technologies de très haute qualité, exportées partout dans le monde. Le LFB est un acteur clé de la santé publique. En France, il a son histoire, c'est en effet Pierre BEREGOVOY qui en 1992 a rebâti, reposé les fondements du système de transfusion, avec le premier Laboratoire Français du Fractionnement, devenu ensuite le LFB. Il assure le fractionnement du plasma sanguin issu du don collecté en France par l'Etablissement français du sang. Cette création a marqué une étape décisive, pour la sécurité sanitaire, souvenez-vous, ce n'est pas si loin, il y a 24 ans. Ensuite, Xavier BERTRAND l'a rappelé, il y a eu la constitution d'une société publique, à capitaux détenus à 100% par l'Etat, pour donner à ce laboratoire toutes les capacités de se développer, en France et dans le monde. Que de chemin parcouru ! Le LFB est aujourd'hui un acteur industriel majeur, à la pointe de l'innovation, dans le secteur des bio-médicaments et vous avez inauguré en 2013 une plateforme qui assure la fabrication de médicaments de thérapie-cellulaire, établissement, là encore, et site industriel unique au monde. A Arras, c'est également une usine du futur qui va s'installer, vous pouvez en être fiers, puisque ce site sera composé de quatre bâtiments, - ils nous ont été présentés, - sur 30.000 m<sup>2</sup>, 16 hectares de terrain. Vous allez tripler votre capacité de production, vous allez investir 300 millions d'euros, créer 500 emplois directs et sans doute plusieurs centaines indirects, c'est considérable. Ce sera aussi une vitrine de l'industrie du futur, dans le domaine de la santé, car la France y a des atouts considérables.

Le plasma, ici, sera transporté cela m'a été expliqué par un robot, du lieu de stockage, à basse température, jusqu'au sommet du bâtiment, il sera ensuite fractionné, puis filtré, sans passer par une pompe. par le seul effet de la gravité. ce qui justifie le caractère vertical du bâtiment. Cela a

une pompe, par le couloir de la graine, ce qui donne le caractère renoué du bâtiment. Cela a été conçu pour être sans rupture, sans intervention inutile, donc aucun risque sur le plan de la sécurité sanitaire. Alors, une question peut se poser, mais si tout est robotisé, si tout est mécanisé, quelle est la place de l'emploi ? C'est là que l'usine du futur montre son vrai visage. L'innovation, la technologie, ne sont pas les ennemis de l'emploi, ils permettent de créer de meilleures emplois. Ici ce seront des opérateurs, des techniciens, 500, qui assureront une production automatisée dans des conditions parfaites sur le plan sanitaire, exigeantes sur le plan technologique et avec une pénibilité du travail qui sera réduite, puisque pour aller transporter le plasma à basse température, ce seront les robots, mais pour piloter ensuite le traitement du produit, ce seront les salariés eux-mêmes.

Cet investissement, - vous l'avez tous dit avant moi, - est une bonne nouvelle pour toute la région des Hauts-de-France, mais c'est une bonne nouvelle pour la France et c'est en ce sens qu'il n'y a pas de contradiction entre le développement d'un territoire et le rayonnement du pays. Les territoires ont vocation à travailler pour l'idée que l'on se fait de la France. L'idée que l'on se fait de notre pays, c'est que l'industrie doit y avoir sa place, qu'il n'y a pas de croissance durable, pas de développement qui puisse être riche en emplois et en activité s'il n'y a pas de l'industrie. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous mobilisés, pour attirer de nouvelles activités dans les Hauts-de-France.

C'est vrai qu'il y a 10 jours à peine, nous étions déjà ensemble, Monsieur le président, avec d'autres élus, pour saluer l'arrivée de SAFRAN AIR FRANCE KLM, pour ouvrir une usine dans le Valenciennois et il était très important que là encore, ce fut votre région qui puisse être choisie. Ce que vous disiez, Monsieur le président, était très juste, il y a toujours une compétition entre les territoires, - quand je dis les territoires, ils peuvent être français, ils peuvent être aussi européens - et ne croyez pas que c'est simplement la décision politique qui fait qu'on peut dire à un chef d'entreprise, même à capitaux entièrement publics, « c'est là que vous devez vous installer. » S'il n'y avait donc pas eu l'effort de tous, de l'Etat, des collectivités, pour assurer un traitement rapide du dossier, une présentation, je le crois, tout à fait convaincante, de l'implantation, il n'y aurait pas aujourd'hui cette cérémonie de pose de première pierre. Alors, nous devons travailler ensemble, pour qu'il y ait d'autres annonces qui puissent être faites dans les mois qui viennent.

C'est vrai qu'ici, dans l'Arrageois, 500 emplois c'est considérable, mais cela va en attirer d'autres. Nous avons pris deux décisions, la première est de travailler ensemble, Etat, région, département, collectivités et vous avez évoqué les 500.000 formations, c'est essentiel si nous voulons que les emplois qui seront créés puissent avoir des demandeurs capables d'assurer, au titre de leur qualification, les exigences qui vont leur être demandées. Il faut former, former dans les lycées professionnels, former dans les universités, former également ceux qui ont pu perdre leur emploi et qui veulent en trouver un autre, c'est ce qui se fera d'ailleurs, aussi dans le Valenciennois pour que l'usine SAFRAN-AIR FRANCE KLM puisse prendre les salariés de VALLOUREC qui ne pourront pas rester.

Nous avons aussi le besoin et c'est la deuxième décision, d'une meilleure coordination, c'est le choix du commissaire Philippe VASSEUR qui va coordonner, unir, les services de l'Etat et les services des collectivités.

Le choc de simplification, je l'ai lancé il y a plus de deux ans -c'est un travail le choc de simplification !- mais Madame la Préfète, vous faites la démonstration que nous pouvons avoir l'assurance qu'en quelques mois les services de l'Etat sont capables de régler une implantation comme celle-là, avec ce qu'elle exige d'enquêtes et de maîtrise de la procédure et avec toujours des possibilités de recours.

Vous, vous dites, Monsieur le président Xavier BERTRAND, essayons l'expérimentation, moi, j'y suis favorable, c'est prévu dans la loi. A nous de nous organiser, à vous de faire des propositions et l'Etat ne mettra aucune limite, sauf celles de la loi, de manière à assurer l'égalité. Si d'autres régions, - d'ailleurs vous l'avez dit, - veulent également proposer des solutions innovantes, nous y sommes prêts.

Ce qui doit être recherché, c'est non pas de créer des distorsions entre les territoires, qui

pourraient induire un abaissement des protections ou un affaiblissement des droits, voire même une perte de recette, ce qui compte c'est que nous puissions faire que nos services puissent travailler mieux ensemble et qu'un certain nombre de réglementations, je dis bien, de réglementations puisse être adaptées à la situation des territoires. Nous devons aller dans cette direction.

La réforme territoriale, le président du conseil départemental l'a évoqué, on en parlait depuis longtemps, chacun avait son idée. Aujourd'hui, elle est là et je ne doute pas, quelles que soient les promesses des uns ou des autres, cette réforme ne sera pas remise en cause parce qu'elle est bonne. Je ne pense pas que les présidents de région voudront les remettre en cause parce que finalement, ils sont là mais, ce n'est pas la seule raison, c'est parce que ce regroupement avait quand même aussi sa cohérence et son sens. Je pense que les présidents de conseils Départementaux ont parfaitement compris et le président du conseil Départemental du Pas-de-Calais encore davantage, il l'a souligné, ce que pouvait être le rôle de l'intercommunalité. Ici, nous en avons la traduction.

Cette réforme territoriale peut évoluer et à travers cette expérimentation. Nous devons donner le plus de liberté possible tout en assurant la solidarité territoriale. La solidarité territoriale, c'est la possibilité qui a été donnée par l'Etat à un grand laboratoire, le LFB de pouvoir investir sur le territoire. Il lui a donné les moyens de son développement avec une augmentation de capital de 230 millions d'euros et Monsieur le président directeur général, vous avez eu raison de dire que sans cette augmentation de capital, il n'y aurait pas aujourd'hui l'inauguration et l'usine 2020. Les parlementaires qui sont ici s'en souviennent, ce n'était pas facile de convaincre, de dire pourquoi allons-nous dans la loi activité croissance, présentée par Emmanuel MACRON, avoir cette disposition sur le LFB ? Il y a toujours des esprits un peu tourmentés ou inquiets. J'essaie de les apaiser, je fais ce que je peux, mais il y en a toujours qui essayent de voir du noir là où quelquefois, - je n'ose pas dire, qu'il n'y a que du rose - il peut y avoir du blanc. Il y avait des esprits qui pensaient qu'on allait faire la privatisation de LFB, mais il ne s'agissait pas de cela, il s'agissait de pouvoir lui apporter les financements qui étaient nécessaires et qui permettent de réaliser cet investissement. LFB est un acteur mondial et vous l'avez rappelé, présent en France, produisant en France, puisque 4 sites sont en France, le 5ème est à l'étranger et c'est bien légitime, si on veut aller conquérir des marchés et être capable d'exporter de France vers le monde. Votre chiffre d'affaire international a augmenté de plus de 90 % en 5 ans et cela représente 30 % de votre activité. Vous l'avez rappelé ici, dans l'Arrageois, c'est là que se fera une production pour l'essentiel exportée dans le monde. On le sait bien, avec hélas de plus en plus de malades qui veulent accéder aux soins et des prix de certains médicaments qui doivent être maîtrisés, qui doivent baisser pour que nous puissions assurer cet accès aux soins pour tous. Nous avons aussi le défi d'avoir une industrie de santé compétitive et en même temps de maîtriser notre dépense et je me félicite, même si nous ne sommes pas encore au bout, que le déficit de l'assurance maladie ait pu être réduit autour de 5 milliards d'euros et que le déficit de la Sécurité sociale ait été lui aussi diminué davantage que prévu. C'est un bon résultat pour la France, parce qu'il n'est pas normal que nous puissions avoir un déficit financé par emprunt, pour assurer la couverture de nos propres soins. Il y a cette progression des techniques médicales qui nous permettent d'être plus compétitif et en même temps de diminuer la dépense de santé sans remettre en cause les principes d'accès de tous aux soins.

Je voulais aussi insister sur la nécessité de développer notre industrie. C'est le sens de la politique que nous avons menée depuis 2012. Avec le crédit impôt compétitivité emploi dont on voit aujourd'hui la traduction, avec le pacte de responsabilité et aujourd'hui le coût de la main-d'uvre en France dans l'industrie qui est inférieur au coût de la main-d'uvre dans l'industrie allemande.

Mais on ne peut pas simplement être compétitif avec des coûts de revient, même si cela est nécessaire. On doit être les meilleurs dans l'innovation, dans la recherche et le développement. Ici c'est une entreprise publique, LFB, qui investit massivement dans la recherche et dans le développement, puisque vous avez consacré une part très importante de vos investissements

dans l'innovation et la recherche.

Vous savez que j'ai fait en sorte que le crédit impôt recherche ait pu être sanctuarisé, nous faisons aussi tout ce que nous pouvons pour que, dans l'industrie, il puisse y avoir davantage d'investissements avec le dispositif du suramortissement, parce que nous avons besoin d'investissements pour qu'il y ait de l'emploi.

Je n'oublie pas le dialogue social. Nous sommes dans une période où on en parle beaucoup et on le fait insuffisamment vivre ce dialogue social. Nos entreprises, nos industries ont besoin d'adapter en permanence l'organisation dans un cadre qui doit être négocié et ici, il le sera aussi parce que c'est une nouvelle usine qui va supposer qu'il y ait l'adaptation à ce que les exigences de la production vont nécessiter. La place de la négociation collective, c'est l'un des objectifs de la loi Travail et je voulais une fois encore en rappeler ici la nécessité.

Voilà, je termine pour vous dire que nous sommes aujourd'hui rassemblés autour d'une belle idée, une nouvelle usine c'est vrai et le président BECHON peut être fier avec ses ingénieurs, avec ses techniciens, avec toutes ses équipes du projet qui a été porté. Je veux ici les en féliciter. C'est plus que cela qui se fait ici, c'est l'espoir qui peut naître ou renaître sur le territoire. C'est l'idée que vous êtes capables d'assurer cette 3ème révolution industrielle ici dans la région Hauts-de-France. C'est aussi une belle idée que de savoir que ce qui va être fabriqué ici, a été obtenu grâce aux dons, c'est de dire à la générosité, au bénévolat, au désintéret, à la gratuité, à la non-marchandisation, en même temps que ce qui va être produit là, va servir aux malades, Madame GROSJEAN en a témoigné. C'est un marché mondial, donc se trouve ici représentée l'idée de la santé publique, de la santé pour tous, de la sécurité sanitaire, du don, de la solidarité et en même temps de l'activité et de l'emploi.

Alors c'est effectivement une belle idée pour l'emploi, mais je pense que c'est une belle idée pour l'Humanité qui aujourd'hui, trouve sa forme et sa traduction ici dans l'Arrageois.

Merci à tous et félicitations.